

TABLE DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE



RAPPORT ANNUEL

Du 1 avril 2011 au 31 mars 2012

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la présidente	3
Historique	4
Le conseil d'administration 2011-2012	5
Mission, territoire, objectifs	6
LE RAPPORT D'ACTIVITÉS	7
Portrait régional des personnes aidées par les organismes membres de la TCSAGIM .	7
1. LE PLAN D'ACTION.....	9
1.1 Rappel des objectifs fixés pour 2011-2012	9
1.2 Réalisations.....	10
1.2.1 Objectif 1	10
1.2.2 Objectif 2	12
1.2.3 Objectif 3	15
1.2.4 Objectif 4	15
1.2.5 Objectif 5	15
1.2.5.1 Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)	15
1.2.5.2 Regroupement des organismes communautaires GÎM	16
1.2.5.3 Conférence régionale des élus GÎM	17
1.2.5.4 Débat des candidats du comté de Bonaventure.....	17
1.2.5.5 Rencontre avec le député fédéral GÎM, M. Philip Toone	17
1.2.6 Objectif 6	
1.3 Objectifs retenus pour 2012-2013	18
2. VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE.....	18
2.1 Membres.....	18
2.2 Assemblée générale annuelle	19
2.3 Conseil d'administration	19
2.4 Réunions administratives	19
2.5 Comités de travail.....	19
PETITS MOTS DES PARTICANTES ET PARTICIPANTS	20
REMERCIEMENTS..	21
REVUE DE PRESSE	23

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Sur **Terre**, notre belle planète bleue, **1 personne sur 7 souffre de la faim** selon les chiffres 2010 de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Au **Canada**, les résultats de l'*Enquête nationale sur la santé des populations* (2008) a révélé la présence d'insécurité alimentaire chez 10,2% des ménages canadiens, ce qui représente environ 3 millions d'individus. **Une personne sur 11 souffre de la faim!**

En **Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine**, les résultats relatifs à l'insécurité alimentaire de l'*Enquête sociale et de santé* (1998) mentionne que 6,9% des Gaspésiens et Madelinots vit au moins l'une ou l'autre des trois situations liées à l'insécurité alimentaire, soit la monotonie du régime, la restriction de l'apport alimentaire et/ou l'incapacité de s'offrir des repas équilibrés, faute d'argent. **Une personne sur 14 souffre de la faim!** Quand est-il en 2011? C'est grave et intolérable!

Pourtant, dès 1974, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) proclamait qu'à l'horizon d'une décennie, soit en 1984, aucun homme, aucune femme, aucun enfant n'iraient au lit le ventre vide.

Pourtant, en 1996, au Sommet mondial de l'alimentation, les leaders mondiaux réunis à Rome s'étaient engagés à réduire de moitié la population mondiale qui souffre de la faim. Un but qui devait être atteint à l'horizon 2015.



Pourtant... tout ce que l'on voit poindre à l'horizon en 2015, c'est un gros nuage noir! À ce jour, les revendications de la Table sont restées lettre morte et ce, tant au niveau des instances régionales que nationales. Le Fonds d'urgence en sécurité alimentaire octroyé en septembre 2010 n'a pas été reconduit. Les organismes membres de la TCSAGÎM se retrouvent dans un cul-de-sac : fermeture temporaire ou réduction des activités... c'est la dure réalité. Cette situation est inacceptable! Si aucun investissement récurrent n'est fait dans le secteur de la sécurité alimentaire, les difficultés financières vécues par ces organismes perdureront. Ce sont les personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire et d'exclusion sociale qui en paient présentement le prix au détriment de leur santé physique et mentale. Les gouvernements provincial et fédéral doivent intervenir immédiatement pour soulager la faim et ainsi, éviter, la spirale de la pauvreté.

Agissons ensemble et maintenant pour la sécurité alimentaire ainsi nous pourrons songer à édifier une société vraiment juste et équitable!

Charlotte Pouliot

HISTORIQUE

La Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (TCSAGÎM) voit le jour le 28 janvier 1999. Elle regroupe des organismes communautaires autonomes œuvrant en sécurité alimentaire.

C'est en juin 2001 qu'un premier pas est fait par le gouvernement du parti québécois pour soutenir leurs actions. Il annonçait alors l'octroi d'une somme de 10M\$ pour la mise en œuvre d'un *Programme de sécurité alimentaire*. Celui-ci visait à soutenir des interventions telles la mise sur pied de cuisines collectives, le développement de jardins collectifs ou d'autres projets du même type.

À cette époque, les activités de dépannage alimentaire ne cadraient pas dans le *Programme de sécurité alimentaire*. Les organismes membres de la Table qui offraient ce service ont fait valoir leurs arguments auprès de l'Agence de la santé et des services sociaux GÎM qui a finalement reconnu, à l'automne 2003, que tout le volet du dépannage alimentaire représentait une composante qui contribuait de façon significative à la démarche de prise en charge des personnes.

À l'automne 2004, c'est sous le thème *Du pain sur la Table* que la TCSAGÎM tenait son premier colloque régional sur la sécurité alimentaire. Les différents représentants du milieu communautaire, de Tables pauvreté, des CLE, de l'éducation, de la santé, des communautés religieuses et du secteur agricole ont lancé plusieurs pistes d'actions. Celles-ci impliquaient, entre autre, un meilleur soutien financier aux organismes œuvrant en sécurité alimentaire ainsi qu'aux activités de concertation de la Table.

En novembre 2005, la TCSAGÎM procédait au lancement de la recherche intitulée *L'insécurité alimentaire ça ne se conte pas... Pourtant ça compte!* Celle-ci a permis d'évaluer d'une part les effets de l'ensemble des pratiques alternatives en sécurité alimentaire des organismes de la TCSAGÎM et d'autre part, de jeter un regard profond sur les diverses réalités vécues par les personnes exclues dans une région rurale. Elle a établi des liens très clairs entre l'insécurité alimentaire et les problèmes de santé mentale et physique.

C'est le 1 juin 2006 que la TCSAGÎM reçoit ses lettres patentes du Registraire des entreprises en vertu de la Loi sur les compagnies.

En novembre 2007, une deuxième recherche intitulée *Le quotidien de la pauvreté et l'expérience de l'insécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine* est réalisée, à l'instigation de la TCSAGÎM, par la Direction de santé publique GÎM dans le cadre du *Programme de subventions en santé publique*.

Le 17 novembre 2007, la TCSAGÎM a été formellement reconnue par l'Agence de la santé et des services sociaux GÎM à titre de regroupement d'organismes communautaires œuvrant dans le champ de la santé et des services sociaux. La corporation est rattachée administrativement au dossier de la sécurité alimentaire sous la responsabilité de la Direction de la santé publique GÎM.

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2011-2012

Le conseil d'administration compte dix postes. La TCSAGÎM est composée uniquement de membres corporatifs représentés par une personne dûment désignée. En conséquence, personne n'y siège à titre personnel ou individuel.



Charlotte Pouliot, présidente et
répondante de la TCSAGÎM depuis janvier 1999
Directrice de Carrefour-Ressources à Ste-Anne-des-Monts.



Heather MacWhirter, vice-présidente
Directrice de Family Ties à New-Carlisle



Jacques Roy, trésorier
Directeur de la Maison de la Famille
Contre Vents et Marées à Chandler



Suzanne Lamarre, secrétaire
Directrice de la Source alimentaire Bonavignon
à Maria



Marie-Berthe Bélanger, administratrice
Directrice du Centre d'action bénévole
La Grande Corvée à Grande-Vallée



Sylvie Sarrasin, administratrice
Coordonnatrice Cuisine collective Îles-de-la-Madeleine



Cindy Delarosbil, administratrice
Coordonnatrice du Collectif Aliment-Terre à Paspébiac



Rémi Gallant, administrateur
Directeur du Centre d'action bénévole
Ascension/Escuminac



Fabienne Montmagny, administratrice
Intervenante à l'Accueil Blanche-Goulet de Gaspé



Susie Sasseville, administratrice
Intervenante à Partagence à Ste-Anne-des-Monts

MISSION

La TCSAGÎM vise l'échange et le support entre organismes communautaires autonomes œuvrant en sécurité alimentaire. Ce regroupement permet aux membres de définir leurs orientations communes en lien avec les services offerts tout en assurant une plus grande visibilité et le développement d'une nouvelle expertise socio-économique en tant qu'agent de changement social.

TERRITOIRE

Les organismes communautaires autonomes membres de la TCSAGÎM ont leurs sièges sociaux et leurs activités sur le territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

OBJECTIFS

- ⌘ Regrouper les organismes communautaires autonomes œuvrant en sécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.
- ⌘ Favoriser auprès de ses membres, les débats et actions sur toute question relative à la sécurité alimentaire.
- ⌘ Faire preuve de collaboration, de concertation, de solidarité sur tout ce qui touche les besoins et les attentes des organismes membres.
- ⌘ Mettre en œuvre des stratégies pour assurer, par un financement adéquat et récurrent, la viabilité des organismes membres.
- ⌘ Favoriser la lutte contre la pauvreté et l'appauvrissement en s'affirmant contre les insécurités : alimentaires, affectives, économiques et sociales.
- ⌘ Défendre les droits et intérêts de tout Gaspésien, Gaspésienne, Madelinot, Madelinienne par des services qui respectent la participation volontaire et qui tiennent compte de l'individu dans sa globalité et sa dignité.
- ⌘ Informer et sensibiliser la population et les instances des objectifs poursuivis par les organismes communautaires autonomes en sécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.
- ⌘ Défendre et promouvoir l'action communautaire autonome des organismes œuvrant en sécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.
- ⌘ Être l'interlocuteur privilégié en tant que regroupement d'organismes communautaires autonomes en sécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

LE RAPPORT D'ACTIVITÉS

Dans les pages suivantes, vous trouverez les principales activités réalisées par les membres de la TCSAGÎM afin de mener à bon port les six objectifs inscrits au plan d'action 2011-2012 adopté lors de l'assemblée générale annuelle tenue en mai 2011. Mais tout d'abord, nous tenions à vous présenter...

LE PORTRAIT RÉGIONAL DES PERSONNES AIDÉES PAR LES DOUZE ORGANISMES MEMBRES DE LA TCSAGÎM

Pour l'exercice financier 2011-2012, **4 673 personnes** ont pu participer ou bénéficier, directement et indirectement, des activités offertes par les organismes membres de la TCSAGÎM. De ce nombre, 4 146 (89%) sont des francophones et 527 (11%) sont des anglophones.

En ce qui concerne la **participation directe**, on retrouve **1 693** participantes et participants. De ce nombre, 1 646 personnes sont des adultes (hommes : 35%; femmes : 65%) et 47 sont des enfants (12 ans et moins : 30%; 13 à 17 ans : 70%). Quant aux **2 980 bénéficiaires indirects** – donc les familles immédiates des participantes et participants – 1 990 sont des personnes adultes (hommes : 48%; femmes: 52%) et 990 sont des enfants (12 ans et moins : 72% ; 13 à 17 ans : 28%).

Les activités de cuisine collective, d'ateliers culinaires ainsi que les jardins collectifs et communautaires ont permis à **82 groupes** d'acquérir des connaissances, de bonifier des habiletés, de faire des apprentissages et de socialiser à travers plus de **834 rencontres**.

Plus de **79 914 parts de nourriture** ont été cuisinées par les personnes participantes et **15 760 portions** ont été récoltées dans les jardins collectifs (les personnes cultivent et récoltent collectivement) et communautaires (chaque personne ou famille possède sa propre parcelle à cultiver).

Ce sont **6 084 collations** qui ont été offertes aux participantes, participants ainsi qu'aux enfants. De plus, **2 812 repas communautaires** ont permis de briser l'isolement et d'offrir quelques instants de bonheur à plusieurs personnes de la GÎM.

Les services de dépannage alimentaire, quant à eux, ont répondu à **2 769** demandes urgentes d'aide alimentaire.

L'état civil des personnes participantes indique que 53% d'entre elles sont des personnes seules, 17% sont des couples avec enfants et 14% sont des couples sans enfants, 13% sont des femmes cheffes de familles monoparentales comparativement à 3% chez les hommes.

La source de revenu des 1 634 participants adultes démontre que 55% d'entre eux participent à l'assistance-emploi, 9% à l'assurance-emploi, 9% sont salariés, 8% sont prestataires de la sécurité de la vieillesse, 7% sont en attente de revenu, 6% sont des étudiants, 5% ont un revenu autre et 1% sont des travailleurs autonomes.

Les tableaux 1, 2 et 3 présentent les données recueillies par les organismes membres de la TCSAGÎM depuis le 1 avril 2006. L'instrument *Tableau de cueillettes de données* permet de compiler les statistiques régionales en ce qui a trait au secteur de la sécurité alimentaire.

Le tableau 1 indique une diminution au niveau du nombre de personnes aidées ainsi qu'au niveau des groupes, des rencontres, des portions cuisinées et récoltés. Cette baisse est directement liée au fait que le *Fonds d'urgence en sécurité alimentaire* n'a pas été reconduit en 2011-2012 ce qui a obligé les organismes de la TCSAGÎM à fermer temporairement leurs portes ou à réduire leurs activités. Toutefois, il est à noter que le nombre de collations offertes aux participants et aux enfants est à la hausse ainsi que le nombre de dépannages alimentaires. Un participant a mentionné : « *Moi, je ne prends qu'un repas par jour et c'est le souper, c'est tout ce que je peux me permettre.* »

Tableau 1

Exercice financier	Nombre de personnes aidées	Nombre de groupes	Nombre de rencontres	Nombre de portions cuisinées	Nombre de portions jardins collectifs et communautaires	Nombre de collations	Nombre de repas communautaires	Nombre de dépannage
2011-2012	4 673	82	834	79 914	15 760	6 084	2 812	2 769
2010-2011	5 407	100	1 367	87 753	28 077	5 887	3 200	2 686
2009-2010	4 260	80	848	62 969	35 195	3 562	2 603	2 636
2008-2009	4 381	103	1 076	82 078	n/d	5 182	2 256	2 065
2007-2008	4 314	78	604	100 851	n/d	7 349	2 851	2 124
2006-2007	3 747	88	775	65 268	n/d	3 247	1 342	2 207

Les tableaux 2 et 3 démontrent que le portrait des personnes qui demandent de l'aide alimentaire a changé au cours des dernières années. La proportion des personnes seules est en hausse constante. Elles ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Le nombre de travailleurs a aussi augmenté, le salaire minimum n'est pas suffisant pour combler tous les besoins d'un ménage. Les chômeurs en attente d'un premier chèque, qui peut prendre deux mois à arriver, sont également plus nombreux.

Tableau 2

Exercice financier	Personne seule %	Couple sans enfant %	Couple avec enfant(s) %	Femme cheffe de famille monoparentale %	Homme chef de famille monoparentale %
2011-2012	53	14	17	13	3
2010-2011	52	23	8	13	4
2009-2010	51	16	17	12	4
2008-2009	42	17	24	15	2
2007-2008	43	18	22	13	4
2006-2007	43	16	22	15	4

Tableau 3

Exercice financier	Assistance-emploi %	Assurance-emploi %	Personne salariée %	Étudiant %	Sécurité de la vieillesse %	Travailleur autonome %	Attente d'un revenu %	CSST, RQAP, SAAQ, RRQ %
2011-2012	55	9	9	6	8	1	7	5
2010-2011	53	11	10	5	8	1	8	4
2009-2010	58	9	7	2	11	0	7	6
2008-2009	56	9	11	4	10	1	0	9
2007-2008	68	9	8	2	5	0	0	8
2006-2007	70	10	7	3	2	0	0	8

1. LE PLAN D'ACTION

1.1 RAPPEL DES OBJECTIFS FIXÉS POUR 2011-2012

OBJECTIF 1

Consolider le financement de base des organismes membres de la TCSAGÎM en ce qui a trait au secteur de la sécurité alimentaire et acquérir un financement de base adéquat et récurrent pour le fonctionnement de la TCSAGÎM.

OBJECTIF 2

Élaborer une stratégie de diffusion des activités et des résultats de la TCSAGÎM.

OBJECTIF 3

Célébrer le 5^{ième} anniversaire d'incorporation de la TCSAGÎM.

OBJECTIF 4

Offrir une formation aux animateurs, animatrices et coordonnateurs, coordonnatrices des organismes membres de la TCSAGÎM.

OBJECTIF 5

Représenter la TCSAGÎM à différents lieux de concertation.

OBJECTIF 6

Réaliser le projet *La boîte à outils*.

1.2 RÉALISATIONS

1.2.1 OBJECTIF 1

Afin de faciliter la compréhension des démarches effectuées en 2011-2012 par les membres de la TCSAGÎM dans le dossier *Sécurité alimentaire*, il nous a semblé nécessaire de reprendre celles-ci à partir du mois de mars 2010.

En mars 2010, les représentant-e-s des organismes membres de la TCSAGÎM faisait parvenir une lettre adressée à la ministre de la région, Mme Nathalie Normandeau à l'époque, à M. Gilles Pelletier, p.d.g., Agence de la santé et des services sociaux ainsi qu'à M. Gilbert Scantland, d.g., Conférence régionale des élus où ils et elles conviaient ces trois personnes à les rencontrer afin de discuter avec eux de l'état de vulnérabilité de la population de la GÎM face à l'insécurité alimentaire et du sous-financement des organismes pouvant leur venir en aide. Une rencontre a eu lieu, en avril 2010, au bureau de comté de Mme Normandeau entre ces trois personnes et les représentant-e-s de la TCSAGÎM. Voici les demandes qui leur ont été présentées et qui demeurent toujours d'actualité :

- Qu'un montant de 940 000\$** soit injecté dans le secteur de la sécurité alimentaire afin de consolider les services offerts par les organismes membres de la TCSAGÎM (**Ce montant est maintenant de 1 018 000\$, l'organisme *Entraide Communautaire des Îles* est membre de la Table depuis septembre 2011);
- Que la région priorise la consolidation du secteur de la sécurité alimentaire pour les trois prochaines années ;
- Que les montants investis transigent par l'Agence de la santé et des services sociaux dans le cadre du *Programme de soutien aux organismes communautaires* ;
- Que ces sommes soient récurrentes.

Comprenant l'urgence de la situation et la précarité financière des organismes de ce secteur, Mme Normandeau a confirmé qu'elle rencontrerait rapidement les principaux acteurs régionaux ce qui fût fait en mai 2010. À cette réunion, il a été discuté du dossier de la sécurité alimentaire et de l'importance d'en faire une priorité régionale. Elle leur a demandé d'unir leurs efforts afin d'investir dans ce secteur dans les plus brefs délais.

En septembre 2010, la CRÉGÎM annonçait par voie de communiqué la création d'un *Fonds d'urgence* non récurrent (2010-2011) de 200 000\$ afin de permettre aux organismes membres de la TCSAGÎM œuvrant en sécurité alimentaire de la région de donner des services à leur clientèle en situation précaire.

En décembre 2010, les organismes de la TCSAGÎM s'étaient partagés une somme non récurrente de 150 000\$ (100 000\$ provenant de l'Agence de la santé et des services sociaux et 50 000\$ de la CRÉGÎM). Considérant qu'il restait un montant de 50 000\$ à recevoir du *Fonds d'urgence en sécurité alimentaire*, les membres de la TCSAGÎM ont fait parvenir une lettre aux trois instances afin de recevoir le montant manquant et renouveler leurs attentes face aux demandes déposées en avril 2010.

En février 2011, n'ayant pas reçu de nouvelles à cette lettre, les représentant-e-s de la TCSAGÎM ont répété, par une deuxième lettre, les mêmes doléances. Seul, le bureau de comté de la ministre de la région, a accusé réception de celle-ci. Toutefois, aucun d'entre eux n'a transmis à la Table de nouvelle dans ce dossier.

En juillet 2011, les représentant-e-s de la Table ont fait parvenir une troisième missive aux trois instances à laquelle ont été jointes les lettres d'appui des conseils d'administration des organismes membres de la TCSAGÎM réclamant le montant de 50 000\$ et réitérant les attentes présentées en avril 2010. Les réponses reçues de ceux-ci n'ont répondu d'aucune façon à leurs attentes.

En septembre 2011, une conférence téléphonique a eu lieu entre deux représentantes de l'Agence de la santé et des services sociaux et les membres de la Table afin de situer la place occupée par l'Agence au cœur de ce débat. Cette organisation souhaiterait venir en aide aux organismes de la TCSAGÎM mais le budget de développement n'est pas là. Elles nous ont affirmé que des efforts significatifs étaient faits de leur côté dans le dossier de la sécurité alimentaire.

En octobre 2011, les représentant-e-s de la Table ont fait parvenir une lettre à monsieur Yves Bolduc, nouveau ministre responsable de la GÎM, afin de solliciter une rencontre avec celui-ci.

En novembre 2011, la ministre déléguée en santé et services sociaux, Dominique Vien, faisait l'annonce d'un engagement financier de l'ordre de 2M\$ dont les organismes communautaires intervenant pour améliorer les conditions de vie des personnes les plus démunies allaient pouvoir bénéficier sur une période de trois ans. Cela représentait une somme non récurrente de 21 460\$ pour la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

En janvier 2012, le ministre Bolduc répond à l'invitation de la Table et rencontre, aux-Îles-de-la-Madeleine, deux représentantes de la TCSAGÎM. Les réponses de M. Bolduc n'ont pas répondu aux attentes à court terme de la Table.

En février 2012, les représentant-e-s de la Table ont dénoncé, en conférence de presse, l'inaction des instances régionales et nationales face aux besoins de la population de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine vivant en situation d'insécurité alimentaire et d'exclusion sociale.



Couverture médiatique de la conférence de presse du 20 février 2012

À la télévision :

📻 Radio-Canada – Téléjournal Est du Québec – 20 février 2012

📺 CHAU-TV – 21 février 2012

Sur le web :

- 🌀 Radio-Canada – *Gaspésie-Les Îles : appel à l'aide des organismes de soutien alimentaire* – 20 février 2012
- 🌀 Graffici et CHNC– *Aide alimentaire : des organismes de la région ferment leurs portes* – 20 février 2012
- 🌀 CIEU-FM – *Un portrait juste d'abord* - 22 février 2012
- 🌀 Graffici – *Le blogue du Libre - Des Gaspésiens ont faim, indignez-vous!* – 24 février 2012
- 🌀 Le Soleil – Cyberpress – *Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine : banques alimentaires acculées au pied du mur* – 25 février 2012

Format papier :

- 🌀 L'Étoile du Restigouche – *Le panier est vide, qu'est-ce qu'on fait?* – février 2012
- 🌀 Le Pharillon – Section A Gaspésie – Deux articles : *L'insécurité alimentaire en chiffres* et *Qui remplira le panier vide des organismes en sécurité alimentaire?* 7 mars 2012
- 🌀 The Gaspé SPEC – Editorial *Food bank aid should be increased* et un article *Food banks forced to reduce services or close temporarily due to lack of funding* – 22 février 2012

1.2.2 OBJECTIF 2

La TCSAGÎM utilise tous les outils à sa disposition lui permettant de faire connaître au plus grand de nombre de personnes possibles les activités réalisées par les organismes membres.

JOURNÉE NATIONALE DES CUISINES COLLECTIVES

Un communiqué de presse est envoyé à tous les médias francophones et anglophones de la région de la Gaspésie et des Îles afin de faire la promotion des activités réalisées dans le cadre de la *Journée nationale des cuisines collectives*. C'est sous le thème *Manger, un droit! On cuisine, on fête, on lutte ENSEMBLE*, que la TCSAGÎM a célébré, avec le Regroupement des Cuisines Collectives du Québec (RCCQ), la 15^{ième} édition de la *Journée nationale des cuisines collectives* en mars 2012. Plus de **150 personnes** ont participé aux différentes activités proposées par huit organismes de la TCSAGÎM.

Carrefour-Ressources – Ste-Anne-des-Monts: Pour cette occasion, quelques participant-e-s des groupes de cuisine collective de Ste-Anne-des-Monts ont accueilli M. Christian Bernard du Centre Champagnat et Mme Marie-Eve Jean de Centraide GÎM. Ils ont cuisiné ensemble un repas qu'ils ont partagé par la suite. Une belle journée remplie de joie de vivre et d'échanges fructueux !





Centre d'action Bénévole Ascension/Escuminac - Matapédia : Chaque groupe de cuisine collective a préparé un met que les participant-e-s ont partagé lors d'une activité qui s'est tenue à la cabane à sucre.

Centre d'Action Bénévole La Grande Corvée – Grande-Vallée: Un souper chinois animé de jeux reliés à l'alimentation ont été réalisés dans le cadre de cette journée. Mme Rita Fournier, cuisinière à la retraite ayant 35 années d'expérience en restauration, a guidé les participant-e-s des cuisines collectives dans l'élaboration de ce souper amical.



Collectif Aliment-Terre – Paspébiac : Les participant-e-s des cuisines collectives ont invité deux personnes afin que celles-ci puissent en apprendre davantage sur le fonctionnement des cuisines collectives. Il y a eu une discussion sur le droit à l'alimentation. Une invitation avait aussi été adressée aux maires, conseillers et conseillères des municipalités desservies par l'organisme. Les activités ont débuté par la dégustation d'une collation santé qui a été préparée et offerte par les participant-e-s. Puis, Mme Marie-Chantal Horth cheffe cuisinière, a animé un atelier sur la fabrication de différentes pâtes (pâte à tarte, à pain, à pâté, phyllo, etc.). Pour terminer, tous et toutes ont mis la main à la pâte afin de confectionner un succulent dîner.



Cuisine collective Îles-de-la-Madeleine: Une journée *Portes Ouvertes* a eu lieu au Développement communautaire Unîle. *On cuisine avec nos élus* en a.m.: Sensibilisation auprès de nos élus en les initiant à la cuisine collective. Cette activité a été l'occasion d'une discussion ouverte sur le droit à l'alimentation. *Dévoilement–Dégustation–Jeu* en p.m. : Ouvert à la population; dévoilement du nouveau logo de l'organisme, dégustation d'un gâteau fabriqué par un groupe de cuisine collective et jeu pour permettre une meilleure connaissance du rôle et de l'importance des cuisines collectives.



Family Ties – New Carlisle: Family Ties Collective Cooking Group celebrated Provincial Collective Cooking Day by organizing, preparing and sharing a meal together with the staff and Family Ties members. The menu was homemade spaghetti and buns, Caesar salad and a lemon square for dessert. At that time each collective cooking participant was awarded a certificate of recognition.

Maison de la Famille Contre Vents et Marées - Chandler : Les activités s'adressaient aux participant-e-s des groupes de cuisine collective de l'organisme : un atelier avec un chef cuisinier (discussion et conseils); un dîner communautaire (spaghetti et dessert santé); un jeu éducatif (vocabulaire de base relié à la cuisine).

Source alimentaire Bonavignon – Maria : Une journée festive a été organisée! En avant-midi, les personnes ont pu assister à l'atelier *Mordus des cuisines*. Un dîner a eu lieu à la Source. En après-midi, s'est tenu un bingo surprise.

Couverture médiatique de la Journée nationale des cuisines collectives

Format papier :

- 🌀 Le Radar – Journée nationale des cuisines collectives – 29 mars 2012
- 🌀 Le Riverain – *La cuisine collective pour tous* – 4 avril 2012 – Tirage : 5 852
- 🌀 L'Avantage gaspésien – *Journée nationale des cuisines collectives* – 4 avril 2012 – Tirage : 17 030

LE PETIT JOURNAL

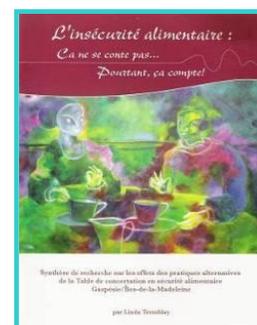
Malheureusement, les membres de la TCSAGÎM n'ont pu, faute de financement, effectuer la mise en page et l'impression de la 4^{ème} édition du *Petit journal des participantes et participants aux cuisines collectives Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine*. Toutefois, nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous avaient fait parvenir des trucs, des recettes, des commentaires, etc.

LE RAPPORT ANNUEL

Celui-ci est remis aux membres, bailleurs de fonds ainsi qu'à plusieurs partenaires au niveau local, régional et provincial. Pour l'exercice financier 2011-2012, une quarantaine de personnes ont reçu celui-ci.

LA RECHERCHE *L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : ÇA NE SE CONTE PAS... POUTANT, ÇA COMPTE!*

Toujours d'actualité, cette recherche réalisée en novembre 2005 par la TCSAGÎM est remise aux personnes rencontrées lors de représentations effectuées par les membres. Une copie a été envoyée à M. Jean-Baptiste Litrico, professeur Université Queen, qui réalise une recherche portant sur *La Diffusion des Innovations Sociales: Le Cas des Cuisines Collectives*. L'objectif de cette étude est d'examiner le développement des cuisines collectives, depuis leurs origines dans les années 1980 jusqu'à nos jours, pour comprendre quels facteurs ont facilité leur diffusion à travers le Québec. L'information collectée pourra être utilisée dans des articles scientifiques, des livres ou d'autres publications.



REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC

➤ **Croque-Notes – Avril 2011 – Vol. 16 – No 1**

L'expérience des cuisines collectives Îles-de-la-Madeleine – Entrevue accordée par Sylvie Sarrasin à Mme Marie-Leclerc, coordonnatrice générale au RCCQ, traitant du partenariat public privé (PPP).

➤ **Assemblée générale du RCCQ – Juin 2011**

Présentation d'un diaporama de la Journée nationale des cuisines collectives de toutes les régions du Québec.

1.2.3 OBJECTIF 3

Pour de multiples raisons, l'activité prévue dans le cadre du 5^{ième} anniversaire de la Table soit le lancement du site web et du logo n'a pas eu lieu. Cependant, la conception du site web est terminée. Vous êtes donc invité-e-s à venir nous visiter au www.tcsagim.com. Vous y retrouverez des informations d'ordre général ainsi que les documents publiés par la TCSAGÎM. Sur la page couverture du rapport annuel apparaît le nouveau logo de la TCSAGÎM qui sera utilisé dorénavant pour représenter la corporation. Le logo et le site web ont été réalisés par Mme Penny MacWhriter, spécialiste en multimédia.



1.2.4 OBJECTIF 4

La TCSAGÎM s'est vu allouer un montant de 5 000\$ non récurrent de l'Agence de la santé et des services sociaux en novembre 2011. Considérant qu'à ce moment de l'année, il était difficile de trouver une date pouvant correspondre à tous et à toutes, il a été convenu de reporter dans l'exercice financier 2012-2013 la tenue de cette formation. Celle-ci aura lieu les 15 et 16 mai 2012 à Chandler et sera offerte par Mme Diane Roberge, formatrice au Regroupement des cuisines collectives du Québec.



1.2.5 OBJECTIF 5

1.2.5.1 REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC (RCCQ)

Groupe de travail régions 2011-2012

Depuis deux ans, 12 des 17 régions du Québec dont la GÎM ont été représentées au groupe de travail régions. Outre le fait de favoriser des échanges fructueux, les six rencontres tenues ont permis de chercher et de proposer des pistes de solution pour accroître la solidarité parmi les membres du mouvement des cuisines collectives. Mme Sylvie Sarrasin était la représentante de la TCSAGÎM à ce groupe de travail. Les 13 membres siégeant à celui-ci ont répondu au mandat qui leur avait été confié en élaborant une proposition pour la mise sur pied d'une Table des régions qui a été présentée à l'assemblée générale annuelle 2011 du RCCQ.

Rencontre provinciale et assemblée générale annuelle – 6, 7 et 8 juin 2011 au Campus Notre-Dame-de-Foy, Saint-Augustin-de-Desmaures

Dû à des circonstances incontrôlables, la personne mandatée par le conseil d'administration de la TCSGÎM afin de représenter le regroupement à ces deux journées n'a pu prendre part à celles-ci. Toutefois, Mme Sylvie Sarrasin, qui était présente sur les lieux a pu relayer l'information aux membres de la Table.

Table des régions

Lors de l'assemblée générale annuelle du RCCQ, une Table des régions a été mise en place. Ses mandats sont, entre autres, d'assurer les liens entre le RCCQ et les régions, de formuler et de présenter au conseil d'administration du RCCQ des recommandations portant sur les enjeux régionaux, de favoriser le partage d'information entre régions et de constituer un lieu de rencontre et d'échange dans le but, par exemple, de proposer des pistes d'action mobilisatrices tant au niveau local, régional que national. Mme Sylvie Sarrasin a été dûment mandatée par la TCSAGÎM pour siéger à celle-ci. Elle a participé à une rencontre physique le 26 octobre 2011 à Montréal et pris part par voie téléphonique à une rencontre le 1 mars 2012.

1.2.5.2 REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE (ROCGÎM)

Journée d'orientation et réunion annuelle de l'Assemblée générale

Mme Fabienne Montmagny a été mandatée par les membres pour représenter la Table de concertation en sécurité alimentaire GÎM à ces deux journées qui ont eu lieu les 22 et 23 septembre 2011 à l'Auberge Fort Prével à St-Georges de Malbaie.

Activité de mobilisation

Afin de faire connaître les besoins financiers réels des organismes communautaires autonomes auprès de leurs décideurs, le ROCGÎM a invité ses membres à poser, en février 2012, deux actions concrètes :

1. Envoi d'une copie de la demande d'aide financière du *Programme de soutien aux organismes communautaires* à la ministre déléguée aux Services sociaux, Dominique Vien, accompagnée de la lettre dénonçant le manque de financement en apposant, sur l'enveloppe, les quatre étiquettes régionales.
2. Envoi de la demande d'aide financière du *Programme de soutien aux organismes communautaires* à la responsable de ce programme, Mme Julie Lacasse, accompagnée de la lettre dénonçant le manque de financement en apposant, sur l'enveloppe, les quatre étiquettes régionales.



1.2.5.3 CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS GÎM

Mme Fabienne Montmagny a été déléguée par la TCSAGÎM afin de participer, le 3 novembre 2011, à la journée de réflexion sur la mise en place d'une instance régionale de développement social. Celle-ci a eu lieu à l'Auberge des Commandants à Gaspé. Cette journée se voulait un moment privilégié afin de prendre connaissance et valider les travaux réalisés par les différents comités impliqués dans cette démarche (vision, valeurs, principes, mission et mandats).

1.2.5.4 DÉBAT DES CANDIDATS DU COMTÉ DE BONAVENTURE

Mme Cindy Delarosbil a été déléguée par la TCSAGÎM afin de prendre la parole à la période de questions publiques lors du débat qui a réuni les cinq candidats à l'élection partielle de la circonscription de Bonaventure. Celui-ci a eu lieu le 28 novembre 2011 à New Richmond et était présenté en direct sur les ondes de Radio-Canada Gaspésie-Les Îles. Les candidats étaient Jean Cloutier (Parti vert), Sylvain Roy (PQ), Patricia Chartier (Québec solidaire), Georges Painchaud (ADQ) et Damien Arsenault (PLQ). La question de la TCSAGÎM posée à tous les candidats se résumait ainsi: « *Si vous êtes élu, comptez-vous investir dans le secteur de la sécurité alimentaire en GÎM?* ». Aucun candidat n'a voulu s'avancer à ce sujet et répondre de façon concrète à notre demande.



Photo : site web Radio-Canada

1.2.5.5 RENCONTRE AVEC LE DÉPUTÉ FÉDÉRAL DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE M. PHILIP TOONE

Quatre représentantes d'organismes de la TCSAGÎM ont rencontré M. Philip Toone, le 20 février 2012, au Collectif Aliment-Terre à Paspébiac. Celui-ci souhaitait échanger sur divers points touchant la politique fédérale. Une personne a mentionné que, pour avoir accès à certains programmes fédéraux, les formulaires demandaient beaucoup de temps et d'énergie (*Programme d'action communautaire pour les enfants (PACE)* et *Fonds pour la santé de la population*). M. Toone leur a suggéré de dénoncer ces difficultés auprès du gouvernement en place.



1.2.6 OBJECTIF 6

La demande d'aide financière déposée au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) dans le cadre du *Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole*, pour l'exercice financier 2011-2012, a été refusée en décembre 2011. Celui-ci a été soumis à nouveau en mars 2012 dans le cadre du même programme pour l'exercice financier 2012-2013.

1.3 OBJECTIFS RETENUS POUR 2012-2013

Au cours de l'exercice financier 2012-2013, la Table de concertation en sécurité alimentaire GÎM entend :

- Poursuivre la recherche de financement afin de consolider les activités offertes par les organismes membres de la TCSAGÎM en ce qui a trait au secteur de la sécurité alimentaire et obtenir un financement de base adéquat et récurrent pour le fonctionnement de la TCSAGÎM.
- Offrir une formation spécifique sur la gestion de conflits aux animateurs, animatrices et coordonnateurs, coordonnatrices des organismes membres de la TCSAGÎM.
- Procéder à la mise à jour du portrait régional de la TCSAGÎM.
- Diffuser les activités et les résultats de la TCSAGÎM.
- Représenter la TCSAGÎM sur différents lieux de concertation.
- Réaliser le projet *La boîte à outils* toutefois celui-ci demeure conditionnel à la réception de l'aide financière du SACAIS.

2. VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE

2.1 MEMBRES

Tout organisme qui correspond à la définition d'organisme communautaire autonome peut adhérer à la corporation. Il faut que la mission de celui-ci vise l'atteinte d'une plus grande sécurité alimentaire des populations desservies. L'organisme doit avoir des liens directs avec les personnes vivant une situation d'insécurité alimentaire et offrir des solutions concrètes répondant au besoin exprimé avec une approche personnalisée.

C'est en septembre 2011 que l'organisme *Entraide Communautaire des Îles* devenait membre de la corporation augmentant ainsi à onze la liste des membres :

Accueil Blanche-Goulet de Gaspé	Gaspé
Cuisine collective Îles-de-la-Madeleine	Îles-de-la-Madeleine
Entraide Communautaire des Îles	Îles-de-la-Madeleine
Family Ties	New Carlisle
Carrefour-Ressources	Ste-Anne-des-Monts
Centre d'action bénévole La Grande Corvée	Grande-Vallée
Centre d'action bénévole Ascension / Escuminac	Matapédia
Collectif Aliment-Terre	Paspébiac
Maison de la Famille Contre Vents et Marées	Chandler
Partagence	Ste-Anne-des-Monts
Source alimentaire Bonavignon	Maria

2.2 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Celle-ci a eu lieu le 26 mai 2011 au Centre polyvalent des organismes communautaires à Gaspé. Six membres en règle étaient présents. Une journaliste de Radio-Canada, Mme Lisa-Marie Bélanger, a assisté à l'assemblée générale.

Couverture médiatique de l'AGA

À la télévision :

☞ Radio-Canada – Téléjournal est du Québec.

2.3 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se compose de dix représentant-e-s d'organismes membres de la TCSAGÎM, ils et elles agissent en tant que personnes administratrices dûment mandatées par leur conseil d'administration respectif.

Compte tenu que la TCSAGÎM n'a pas de permanence, la corporation s'est dotée d'une politique de régie interne en juin 2005 (révisée en janvier 2008). Tous et toutes doivent participer activement aux rencontres et s'impliquer équitablement dans le souci de bien partager et répartir les tâches.

Le courriel est le type de communication le plus utilisé par la répondante régionale de la TCSAGÎM afin d'informer rapidement les membres sur certains dossiers et effectuer des rappels à certains niveaux. Cette année le logiciel skype a été mis à contribution à plusieurs reprises.

2.4 RÉUNIONS ADMINISTRATIVES

Au cours de l'année 2011-2012, les membres du conseil d'administration de la TCSAGÎM se sont rencontrés à cinq reprises.

Type de rencontre	Date	Endroit
Réunion extraordinaire	26 mai 2011	Centre polyvalent des organismes communautaires à Gaspé
Réunion régulière	28 et 29 septembre 2011	Hôtel Grande-Vallée
Réunion régulière	23 et 24 novembre 2011	Auberge La Seigneurie des Monts à Ste-Anne-des-Monts
Réunion régulière	25 janvier 2012	Conférence téléphonique
Réunion extraordinaire	6 février 2012	Conférence téléphonique

2.3 COMITÉS DE TRAVAIL

Aux réunions ci-haut mentionnées, il faut ajouter les comités de travail et les multiples appels téléphoniques effectués par les membres pour la réalisation du plan d'action de la TCSAGÎM. Pour l'exercice financier 2011-2012, quatre comités de travail formés de deux à trois membres ont œuvré sur différents dossiers.

- COMITÉ MEMBERSHIP : Une rencontre a eu lieu, le 19 mai 2011, afin de procéder à l'analyse de la demande d'adhésion déposée par le conseil d'administration de l'organisme *Entraide Communautaire des Îles*.
- COMITÉ RELATIONS PUBLIQUES : L'organisation de la conférence de presse du 20 février 2012 a nécessité six rencontres (8 et 13 décembre 2011, 10 janvier, 9, 15 et 17 février 2012).
- COMITÉ FINANCEMENT SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : Une rencontre a eu lieu, le 12 janvier 2012, afin de préparer le rendez-vous prévu le 13 janvier entre deux représentantes de la TCSAGÎM, Mmes Sylvie Sarrasin et Carmel Lapierre, et le ministre Yves Bolduc aux Îles-de-la-Madeleine.
- COMITÉ PROJET SACAIS : Le SACAIS ayant effectué un nouvel appel de projets en mars 2012, une rencontre du comité a eu lieu, le 14 mars, afin d'apporter quelques modifications au projet *La boîte à outils*. Celui-ci a été déposé le 19 mars.

PETITS MOTS DES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

« Grâce aux cuisines collectives, j'ai eu le bonheur de connaître de nouvelles personnes. Les p'tits plats que l'on cuisine sont excellents et ça m'a donné la chance de découvrir et d'apprécier de nouvelles recettes. »

« Je me sens toujours la bienvenue. Ces journées sont très précieuses pour mon moral. »

« Les cuisines collectives ont changé ma vie car elles m'ont sorti de l'isolement et m'ont permis de rencontrer plein de nouvelles personnes. Grâce à ces rencontres, je me suis fait de nouveaux amis. Ça m'aide à équilibrer mon budget en plus, de parfaire mes connaissances culinaires. »

REMERCIEMENTS

À notre bailleur de fonds :

L'Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine – *Programme de soutien aux organismes communautaires régionaux mission globale.*

Aux partenaires et collaborateurs des organismes membres de la TCSAGÎM :

Agence de la santé et des services sociaux GÎM
 Alternative Processing Systems (APS)
 Banques Alimentaires Québec
 Caisse Populaire Centre Sud Gaspésien
 Caisse Populaire Desjardins des Îles
 Caisse Populaire Desjardins de Maria
 Caisse Populaire Mer et Montagnes de Grande-Vallée
 Canadian Tire Foundation for Families
 Carrefour Jeunesse Emploi de Carleton
 Carrefour Jeunesse Emploi de La Haute-Gaspésie
 C.D.F. La Sentinelle
 Centraide GÎM
 Centre Jeunesse Gaspésie/Les Îles – point de service Ste-Anne-des-Monts
 Centres Locaux d'Emploi
 Centres de santé et de services sociaux
 Cégep de la Gaspésie et des Îles
 Centre de formation aux adultes des Îles
 Centre de réadaptation de la Gaspésie
 Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED)
 Centre de réadaptation jeunesse des Premières Nations
 Centre de transfert sélection salmonidé
 Centre La Petite Enfance *La Marée Montante*
 CLSC
 Clubs sociaux
 Commission scolaire des Chic-Chocs
 Commission scolaire des Îles
 Commission scolaire René Lévesque
 Communautés religieuses
 Council for Anglophone Islanders (CAMI)
 Députés provinciaux
 Direction de la santé publique GÎM
 École de Grosse Île
 École primaire High School de New Carlisle
 Écoles secteurs pastoraux Mathurin Bourg
 Église Saint-Andrew's
 Fabrique de Gros-Morne

Fondation Jacques Francoeur
Fondation Marcelle et Jean Coutu
Fondation Marie-Vincent
Gilker Residence
Grand Cascapédia Women's Institute
I.O.D.E. New Carlisle
La Croix Rouge
Magdalen Island Network for Anglophones (MINA)
Maison des Aînés de Grande-Vallée
Marchands, citoyens et citoyennes de la GÎM
Ministère des ressources naturelles et de la Faune
MRC de La Haute-Gaspésie/Approche Territoriale Intégrée
MRC du Rocher Percé
Municipalités du territoire Ascension-Escuminac
Regroupement des cuisines collectives du Québec
Regroupement des organismes communautaires des Îles
Regroupement des organismes communautaires GÎM
Service Canada
Service d'aide à l'emploi des Îles
Société de la Faune et des Parcs du Québec
Syndicat des producteurs de lait
Table de concertation sur la famille des Îles
Table de concertation sur la pauvreté des Îles
Tables des organismes communautaires
Tracadie Main Camp de Cascapédia-Saint-Jules
Ville de Chandler
Ville de Gaspé

REVUE DE PRESSE

Gaspésie-Les Îles : appel à l'aide des organismes de soutien alimentaire | Est du Québec | ... Page 1 sur 2

Gaspésie-Les Îles : appel à l'aide des organismes de soutien alimentaire

Mise à jour le lundi 20 février 2012 à 17 h 36 HNE



Onze organismes d'aide en sécurité alimentaire songent à fermer leurs portes ou à réduire leurs services faute de financement adéquat.

Le mois dernier, ils ont vainement tenté de convaincre le ministre de la Santé, responsable de la région, Yves Bolduc, de les aider. Les organismes dénoncent maintenant l'inaction des instances régionales et gouvernementales dans la lutte contre la pauvreté.

La situation est pourtant critique, selon ces organismes qui estiment à plus de 5000, le nombre de personnes pauvres en Gaspésie.

Jacques Roy de la maison Contre vents et marée, à Chandler, fait valoir que la pauvreté augmente et prend aussi de nouveaux visages. Ce ne sont pas seulement les bénéficiaires de l'aide sociale qui ont besoin de soutien, remarque M. Roy, mais aussi, des gens seuls, des petits salariés, ceux qui attendent leurs prestations d'assurance-emploi ou de maladie.

Malgré ce constat, ils ont de moins en moins de ressources pour intervenir, selon la porte-parole de la table de concertation en sécurité alimentaire de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Aide réduite

Faute d'argent supplémentaire, les services aux plus démunis cesseront durant cinq mois à

<http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2012/02/20/009-gaspesie-les-iles-soutien...> 2012-04-1

Gaspésie-Les Îles : appel à l'aide des organismes de soutien alimentaire | Est du Québec | ... Page 2 sur 2

compter du 2 avril à Paspébiac.

La coordonnatrice Collectif Aliment-Terre Paspébiac, Cindy Delarosbil, rappelle que les gens qui ont besoin de dépannage alimentaire sont déjà très vulnérables et souvent en état de détresse. Sans cette aide, ce sera pire, croit Mme Delarosbil : « Ils vont se retrouver avec une augmentation d'insécurité et de stress énorme. »

L'organisme Partageance de Sainte-Anne-des-Monts est aussi obligé de faire des choix difficiles, admet la porte-parole, Sheila Mercier. « S'il y avait deux sacs d'épicerie au mois d'octobre, il va peut-être en avoir un et demi au mois de janvier », précise Mme Mercier.

En 2010, la Conférence régionale des élus (CRE) de la Gaspésie-Les Îles, qui avait promis un budget supplémentaire de 200 000 \$, avait tout de même versé 150 000 \$ en fonds d'urgence. Les organismes d'aide alimentaire demandent minimalement la même chose cette année.

Jacques Roy a parfois l'impression que le sujet de la sécurité alimentaire est tabou : « Chaque fois qu'on aborde le sujet avec eux, il y a une distance qui se fait avec eux. »

Les organismes rappellent que le ministère de la Santé a créé l'an dernier un fonds régional de lutte à la pauvreté de 4,3 millions de dollars, répartis sur trois ans. L'Agence de la santé, la CRE et les MRC tarderaient à répartir ces fonds.

Les 11 organismes d'aide en sécurité alimentaire estiment qu'ils auraient besoin de 1 million de dollars récurrents annuellement pour fonctionner à l'année.

Un portrait juste d'abord - CIEU-FM

Un portrait juste d'abord

Le député de Bonaventure affirme qu'il faut utiliser de façon maximale les outils dont la région dispose pour lutter contre la pauvreté.

Invité à réagir aux problèmes d'argent des organismes de dépannage alimentaire, Damien Arsenault affirme qu'il faut établir un portrait juste de la situation avant de consentir à un quelconque financement supplémentaire.

Selon lui, il faut faire le lien entre les outils qui existent et les besoins exprimés par les organismes, ce qui n'est pas une mince affaire selon le député. Par contre, il dit souhaiter porter cette demande de financement auprès de ses collègues.

Écouter extrait audio

Les organismes proposent qu'une partie du Fonds de lutte à la pauvreté, actuellement géré par la CRE, transige par l'Agence de santé, ce qui aurait pour effet d'accélérer la distribution des fonds auprès des organismes de dépannage alimentaire. Le député n'est pas contre cette idée, mais hésite à écarter la Conférence régionale des élus du processus décisionnel.

Écouter extrait audio

Plusieurs de ces organismes de dépannage alimentaire devront carrément interrompre leurs activités pour plusieurs semaines s'ils n'obtiennent pas le financement demandé.

28 - LE MERCREDI 4 avril 2012 - L'Avantage gaspésien

**Journée nationale des cuisines collectives**

C'est sur le thème « Manger, un droit ! On cuisine, on fête, on lutte ensemble », que le Carrefour-Ressources a souligné, le 26 mars dernier, la Journée nationale des cuisines collectives. Pour cette occasion, quelques participants des groupes de cuisine collective de Sainte-Anne-des-Monts ont accueilli M. Christian Bernard du centre Champagnat et Mme Marie-Eve Jean de Centraide GIM. Ils ont cuisiné ensemble un repas qu'ils ont partagé par la suite. Une belle journée remplie de joie de vivre et d'échanges fructueux ! Une cuisine collective, c'est un milieu de vie et d'action pour le droit à l'alimentation. Sur le territoire de la Gaspésie-Îles-de-la-Made-

leine, on estime que les groupes de cuisine collective de la Table de concertation en sécurité alimentaire nourrissent près de 5 407 personnes ! Plus de 60 413 portions ont été confectionnées, en 2011-2012, par les participant(e)s à ces groupes de cuisine ! L'autonomie alimentaire est une alternative originale propre au Québec. Alors que les signaux d'alarme se font de plus en plus pressants face à la hausse continue du prix des denrées partout sur la planète, les cuisines collectives aident à constituer des réseaux de solidarité, dans le respect, le plaisir et la créativité. Elles favorisent la prise en charge et le développement de l'autonomie alimentaire.

www.leriverain.canoe.ca

Le Riverain, le mercredi 4 avril 2012

La cuisine collective pour tous

Le Carrefour Ressources de Sainte-Anne-des-Monts a souligné le 26 mars la Journée nationale des cuisines collectives. Pour l'occasion, Christian Bernard du Centre Champagnat et Marie-Ève Jean de Centraide Gaspésie Îles-de-la-Madeleine ont été invités à cuisiner avec quelques participants. Sur le territoire de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, on estime que les groupes de cuisine collective de la Table de concertation en sécurité alimentaire nourrissent près de 5 407 personnes. Plus de 60 413 repas ont été préparés en 2011-2012 par les participants à ces groupes de cuisine. Les cuisines collectives aident à constituer des réseaux de solidarité, de respect et de créativité tout en favorisant la prise en charge de l'autonomie alimentaire. Pour informations, appeler au 418-763-7707.

Graffici - Ma vie Ma Gaspésie

Aide alimentaire : des organismes de la région ferment leurs portes

Classé sous : [Société](#)



Laissez un commentaire

Des organismes membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-les-Îles fermeront leurs portes pour cinq mois le 31 mars.

Parmi les 12 du regroupement, d'autres vont réduire les services offerts aux personnes en situation d'insécurité alimentaire et d'exclusion sociale faute d'un financement adéquat. Le regroupement estime ses besoins à un peu plus de 1 million \$ annuellement, mais n'a réussi qu'à obtenir une promesse d'une subvention de 200 000 \$ non récurrente de la CRÉGIM, dont 150 000 \$ ont été versés jusqu'à maintenant précise Mme Pouliot.

Du côté de Québec, la table demande de l'aide depuis 2010 sans succès ajoute la répondante régionale. «On nous dit qu'il n'y a pas de sous. Québec va voir avec l'agence les besoins de la région. À court terme, ça ne nous en donne pas», lance Mme Pouliot.

Pour l'exercice financier 2010-2011, 5 407 personnes ont participé ou bénéficié des activités offertes par les organismes membres de la table. Plus de 87 000 portions ont été préparées par participants aux cuisines collectives. Les organismes ont également répondu à 2 686 demandes urgentes d'aide alimentaire durant cette période.

www.graffici.ca/nouvelles/aide-alimentaire-des-organismes-region-ferment-668/



La répondante régionale de la Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-les-Îles, Charlotte Pouliot, et la directrice du Carrefour Famille/Family Ties, Heather MacWhirter.
Photo: Michel Morin

Des Gaspésiens ont faim, indignez-vous! | Le blogue du Libre



Graffici - Ma vie Ma Gaspésie

Des Gaspésiens ont faim, indignez-vous!

Classé sous : [Société](#)

24 février 2012

5 commentaires

Par Thierry Haroun,

On apprend cette semaine que les banques alimentaires en Gaspésie menacent de fermer leurs portes faute d'argent pour fonctionner, alors que des sommes dorment dans les tiroirs des autorités politiques, alors que des milliers de Gaspésiens crient famine. Indignez-vous!

Cette année, 5 407 personnes ont bénéficié des activités offertes par les organismes membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-les-Îles. Plus de 87 000 portions ont été préparées dans les cuisines collectives. Ces organismes ont également répondu à 2 686 demandes urgentes d'aide alimentaire durant cette période.

Voilà le constat accablant qui a été martelé cette semaine par les locuteurs de ces organismes de bienfaisance. Pire encore, ce regroupement estime ses besoins à un peu plus de un million de dollars annuellement, mais n'a réussi qu'à obtenir une promesse d'une subvention de 200 000 \$ non récurrente de la CRÉGIM, dont 150 000 \$ ont été versés à ce jour. En d'autres mots, si l'argent n'est pas versé illico, ces banques alimentaires, si nécessaires pour les moins nantis vont fermer.

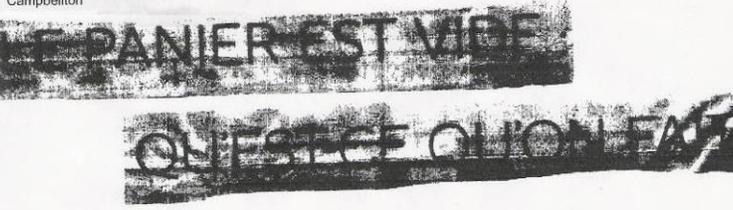
Et pour ajouter l'insulte à l'injure, on sait que l'argent est disponible. Mais pour des raisons abracadabrantes, sinon ésotériques, les sommes ne peuvent être versées. Tout le monde se renvoie la balle : CRÉGIM, MRC et consorts. Au final, c'est la directrice du Regroupement des organismes communautaires de la Gaspésie-les-Îles, Geneviève Giguère, qui avait vu juste.

Dans un entretien accordé à GRAFFICI.CA en novembre dernier, elle craignait justement que le versement de Québec de 4,3 millions \$ sur quatre ans pour lutter contre la pauvreté, qui sont gérés par la CRÉGIM, ne servent pas à l'essentiel (lire ici les banques alimentaires).

Eh bien nous y sommes. Les banques alimentaires font la manche, les gens crient famine, alors que les autorités se regardent dans le blanc des yeux en se demandant que faire. Verser l'argent s'il-vous-plaît, les gens ont faim bordel! Sommes-nous trop occupés à déranger le tapis rouge aux skieurs de la TDLG et à leur faire croire que tout va bien Madame La Marquise en Gaspésie? À verser à des ministres démissionnaires 150 000 \$ à titre d'allocation de départ? Sommes-nous trop occupés à asphalté nos routes? À sauver l'industrie de la forêt et le train? À applaudir le ministre Yves Bolduc quand il est de passage dans la région? Sommes-nous trop occupés à trouver un nom à une place publique à Gaspé?

Quand les banques alimentaires n'en peuvent plus et sont à bout de souffle, quand ceux et celles qui viennent en aide aux pauvres quémandent également, quand on doit passer par les médias pour se faire entendre, nous sommes tous perdants. Commençons par la base, aidons les plus démunis à s'en sortir d'abord et on pensera au reste après, parce que c'est avec une population qui mange à sa faim qu'on peut rêver à une société plus juste et plus saine.

Et si d'aventure les autorités politiques poursuivent leur aveuglement volontaire, eh bien, on organisera un spectacle-bénéfice au profit de ces organismes, et j'y participerai, c'est promis.



Les onze organismes membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine dénoncent le 20 février l'inaction des instances régionales et nationales par rapport aux besoins de la population vivant dans l'insécurité alimentaire. Les organismes de dernier recours de la Bate-des-Chaleurs affirment qu'ils vivent actuellement dans une précarité malsaine.

Michel Gourd, L'Étoile

*Selon une enquête qui a été réalisée en 1998 par l'Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et qui a récemment été reprise par la FCSAQ, plus de 7000 personnes souffraient d'insécurité alimentaire dans cette région. «On a dû fermer nos portes l'année pas-

sée du 1er mai au 30 septembre parce qu'on était déficitaire. C'était la première fois en vingt ans et on essaye de tout faire pour que ça n'arrive pas une deuxième fois. Cette année, on n'arrive pas à fermer», affirme la coordonnatrice de La Source alimentaire, Suzanne LeBlond.

«On a dû fermer nos portes l'année pas-sée du 1er mai au 30 septembre parce qu'on était déficitaire. C'était la première fois en vingt ans et on essaye de tout faire pour que ça n'arrive pas une deuxième fois. Cette année, on n'arrive pas à fermer», affirme la coordonnatrice de La Source alimentaire, Suzanne LeBlond.

Centre Action Bénévole Ascension-Escapimac, Rémi Gélant, sur ce sujet ne considère comme étant possible. «L'organisme arrive à mieux tirer son épingle du jeu par le fait qu'il a accès à la possibilité de faire des provisions pour les mois plus difficiles. «Quand on fait la guignolée, on ne donne pas toute la nourriture. On a des surplus en réserve. Normalement, on arrive à faire le tour. Dans les autres banques, il y en a qui redonnent tout ce qu'ils ont. C'est sûr que si on avait davantage de financement, ce serait mieux, mais on s'en tire pas si mal jusqu'à présent.» La situation de précarité est telle que les intervenants se sont concertés pour la dénoncer. Lors du point de presse de la table de concertation en sécurité alimentaire de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine qui s'est tenue le 20 février, l'organisme qui regroupe 11

organismes d'aide en sécurité alimentaire dénonçait ce qu'elle considère comme un sous-financement chronique. «Ce n'est pas parce qu'on n'aime pas que ça peut être que ça. Les organismes, tout sec, sont fondus, on est tous sous-financés», continue Suzanne Lamare qui dénonce le fait qu'une partie de l'augmentation de la détresse alimentaire dans la région soit due à des diminutions de la qualité du service de soins palliatifs du gouvernement. «Il y a des aberrations. Les attentes de chômage, c'est de six à huit semaines. Quelqu'un qui se retrouve au chômage vise une famille et le mari qui est à la maison avec les deux ou trois enfants, les gens se retrouvent en situation de précarité. Quand tu à l'école, ça veut dire que tu n'as pas ton ordinateur».

Publié le 25 février 2012 à 05h00 | Mis à jour le 25 février 2012 à 05h00

Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine: banques alimentaires acculées au pied du mur

Gilles Gagné, collaboration spéciale
Le Soleil

(Pasbébiac) Le manque de financement forcera bientôt les 11 organismes offrant du dépannage alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine à fermer leurs portes ou à réduire leurs services pendant plusieurs mois. Environ 5400 personnes pourraient être affectées par cette situation.

Même si l'emploi est à la hausse depuis quelques années dans la région, le nombre de personnes ayant eu recours à l'une ou l'autre forme de dépannage alimentaire a augmenté de 3747 à 5407 personnes entre 2006-2007 et 2010-2011. Toutefois, le financement est de plus en plus difficile à obtenir.

Charlotte Pouliot, de la Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-

Madeleine, précise que les besoins financiers des 11 organismes sont comblés à moins de 50% en moyenne, avec des cas pires que d'autres.

«Ce qui nous manque, c'est au niveau financier. On a les bonnes idées, mais il nous manque les sous pour faire du développement», dit-elle. Il manquerait 1 018 000\$ afin d'assurer des programmes de sécurité alimentaire à longueur d'année dans la région.

En attendant, les membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire verraient d'un bon oeil des réactions plus promptes des instances régionales et nationales pour empêcher les fermetures prolongées qui débuteront dès avril, parfois pour plus de cinq mois.

Charlotte Pouliot voudrait que la Conférence régionale des élus tienne son engagement de septembre 2010 et verse la totalité du fonds d'urgence non récurrent de 200 000\$ alors créé. Un solde de 50 000\$ n'a pas été versé.

Elle voudrait qu'une somme semblable soit accordée pour l'année courante et de nouveau pour 2012-2013, étant donné les besoins croissants.

«Le 18 novembre, 4,3 millions\$ ont été annoncés pour lutter contre la pauvreté, pour trois ans [...] Comment cette somme va «descendre»? [...] Est-ce que la sécurité alimentaire sera là?» demande-

-elle. Jacques Roy, de la Maison de la famille contre vents et marées de Chandler, craint «qu'une bonne part du budget [de 4,3 millions\$] serve à payer du personnel et du «ponctuel» sans effet sur la sécurité alimentaire».

Il admet que la sécurité alimentaire n'est pas le seul élément à considérer dans la lutte contre la pauvreté, mais il s'inquiète du silence des maires. «Pour nos élus, chaque fois qu'on aborde le thème "sécurité alimentaire", c'est tabou.»

Cindy Delarosbil, du Collectif Aliment-Terre, dit que si rien ne bouge d'ici le 31 mars, son groupe fermera du 2 avril au 5 septembre. «Ça veut dire pas d'aide alimentaire, pas de jardin communautaire [...] personne pour référer les gens, accompagner les gens. Vous pouvez imaginer l'impact majeur sur les individus; quand les gens arrivent ici, ils sont déjà très émotifs.»

En 2007, les prestataires d'aide sociale constituaient 70% de la clientèle en dépannage alimentaire, comparativement à 53% en 2011. Les salariés constituent 10% de cette clientèle, plutôt que 7% en 2007 et les personnes âgées, 8% plutôt que 2%.

Qui remplira le panier vide des organismes en sécurité alimentaire ?

Alain LAVOIE • alain.lavoie@hebdosquebecor.com

La présidente de la Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles, Charlotte Pouliot a bien illustré la situation dans laquelle se retrouve les organismes membres de la Table en disant : « Maintenant que le panier est vide, qu'est-ce qu'on fait ? »

Pour ces organismes spécialisés en sécurité alimentaire, le panier est vide à tous les niveaux; les factuelles rapetissent comme peau de chagrin de même que les sources de financement qui s'amenuisent de plus en plus.

L'an dernier, la Source alimentaire Bonavignon avait sonné l'alarme en conférence de presse. La directrice de l'organisme, Mme Suzanne Lamarre, avait été contrainte de mettre la clef dans la porte de la Source pour quelques mois en raison d'un financement chétif.

Même phénomène, mais cette fois-ci à la grandeur de la région : plusieurs organismes comme le Collectif Aliment-Terre de Paspébiac ou encore Partageance de Sainte-Anne-des-Monts devront cesser l'aide apportée aux plus démunis en cours d'année, à la Source alimentaire, on ne fermera pas les portes, mais les services seront diminués.

Demands claires

La Table de concertation de ces organismes demande une somme de 1 M\$, récurrent, afin d'assurer une certaine viabilité dans les services offerts dans la péninsule et aux Îles.

L'an dernier, plus de 5400 personnes ont bénéficié des différents services des 11 organismes qui composent la Table de concertation. Selon l'enquête sociale réalisée par l'Agence de la santé de la région en 1998, en Gaspésie on retrouve plus de 7000 personnes qui souffraient d'insécurité alimentaire !

Malgré une aide d'urgence non-récurrente de 200 000 \$ de la conférence régionale des élus en septembre 2010, dont 50 000 \$ non pas encore été distribués, les organismes ont dû fermer ou encore réduite leur services au cours de la dernière année.

Québec a aussi annoncé en novembre 2011, une somme de 6 M\$ pour les organismes communautaires sur une période de trois ans. Après un bref calcul, les organismes de la région ont déchanté car de cette somme non-récurrente, un minime 21 460 \$ descendra jusqu'en Gaspésie et aux Îles...

Quelques représentants de la Table ont rencontré le ministre régional, Yves Bolduc, en janvier 2012, tout en ne réussissant pas à le convaincre de les aider. Les réponses du ministre n'ont vraiment pas répondu aux attentes à court terme de la Table de concertation.

Bref, Québec et les instances régionales n'ont pas répondu aux attentes pourtant minimales des organismes composant la Table de concertation.



Alain Lavoie

Voici les principaux responsables des organismes communautaires qui s'occupent de sécurité alimentaire en Gaspésie.

« La non récurrence de ce fonds d'urgence (200 000\$ de la CRE) a amené la majorité des organismes de la Table à fermer leurs portes ou à réduire leurs activités durant la dernière année », résume Charlotte Pouliot de la Table de concertation.

« Si aucun investissement récurrent n'est fait en 2012, les difficultés financières vécues par les organismes de la Table perdureront et ce sont les personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire et d'exclusion sociale qui en feront les frais. »

L'insécurité alimentaire en chiffres

Alain LAVOIE • alain.lavoie@hebdosquebecor.com

Les attentes des organismes en sécurité alimentaire de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine sont bien simples. Que Québec et les instances de la région, CRÉ et Agence de la santé, prennent leurs responsabilités en sécurité alimentaire afin de consolider les services offerts par les organismes membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire de la Gaspésie et des Îles.

Selon une étude remontant à 1998, la région compterait plus de 7000 personnes (sans doute 10 000 aujourd'hui) vivant dans l'insécurité alimentaire!

En 2010-2011, 5407 personnes ont participé ou encore bénéficié des services des organismes en sécurité alimentaire. 100 groupes ont participé à des cuisines collectives à l'occasion de 1367 rencontres. Plus de 87 753 portions ont été préparées par les personnes participantes et 28 077 portions

ont été ramassées dans les jardins collectifs. Les services de dépannage alimentaire ont répondu à 2686 demandes urgentes d'aide alimentaire.

La source de revenus des participants adultes : 53 % ont de l'assistance-emploi, 11 % de l'assurance-emploi, 10 % sont des personnes salariées, 8 % sont des prestataires de la sécurité de la vieillesse, 5 % sont des étudiants, 8 % sont en attente de revenu, 4 % ont un revenu et 1 % sont des travailleurs autonomes.

Précisons qu'au 31 mars 2011, les organismes de la Table de concertation se sont partagés une somme de 150 000 \$. Considérant qu'il reste un montant de 50 000 \$ à recevoir du Fonds d'urgence en sécurité alimentaire de 200 000 \$ annoncé en septembre 2011 par la CRÉ, les membres de la Table ont entrepris des démarches en ce sens et demandent la récurrence de ce fonds pour le mieux-être des personnes aidées et l'amélioration de leur qualité de vie.



EDITORIAL:

Gilles Gagné

Food bank aid should be increased

It would take in-depth research to find out who, at the government level, is behind the idea that keeping food bank and collective cooking organizations in a constant state of life-support is a way to save money.

Firing this or these people would be a much more efficient way to save money. Keeping food banks barely alive has lasting effects that cost society much more than providing them with a reasonable budget that could allow them to operate year-round.

Eleven groups offer food bank, collective cooking and collective garden services to their part of the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands. Sometimes, they offer only one, two or three of these services. People who work their are not receiving high wages.

Take Family Ties in New Carlisle for example. Last year, the organization's food security budget amounted to a paltry \$16,580. With that amount, the Family Ties' team supervised seven collective cooking groups that prepared a whopping 8,473 portions of food that were shared in homes.

It is staggering to see that some of the \$16,580 was also used to pay the salary of a full-time coordinator, an assistant, groceries, hydro, insurance, among other things.

These 8,473 meal portions prevented children from going hungry and unable to perform at school. They allowed some parents to go to work and prevented some of the elderly from getting sick.

Who could think that \$16,580 didn't allow the Quebec government to make invaluable savings in health and social service costs? Actually, the debate should only determine if the savings were five, ten or twenty times what Family Ties allotted to food security.

Family Ties' small budget is not enough to set up a solid collective garden program, a tool that could significantly enhance the collective cooking groups. Moreover, the lack of money forces Family Ties to close down in the summer, another factor blocking a sound collective garden program. The garden's production could reduce the grocery bill.

By and large, ten other organizations experience a similar situation in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands. Some can avoid a complete closure of their food security service but they must all cope with reduced means in the summer.



Food banks forced to reduce services or close

Food insecurity implies more than just numbers. Those who live with that insecurity are often fragile individuals, not because they naturally are vulnerable but because the overall situation has taken its toll. People going to food banks are understandably in a state of distress. Their ego's have suffered from depending on other people. Some of them must cope with events that led to poverty, like losing their job.

As well as showing a sound knowledge of psychology, food bank employees must also cope with the constant pressure of finding money.

They must also live with the regular frustration of seeing unfair distribution of society's wealth. They must even deal with the unfair sharing of the money allotted to the poor. Recently, the Quebec government came up with a \$6 million temporary envelope to fight poverty.

Of that amount, what is the region's share? A mere \$21,460, which is less than 0.4% while the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands have more than 1% of the province's population.

Overall, \$1,018,000 would be needed to operate the region's 11 food-security organizations to their full potential. It would more than double their operating budget. Between the government and people deeply involved in food security groups, there are currently regional people managing a \$1.4 million yearly poverty fighting envelope. So far, they have not been quick at

Page 4, February 22, 2012 - Spec

Food banks forced to reduce services or close temporarily due to lack of funding

Gilles Gagné

PASPEBIAC: - Eleven Gaspé Peninsula and Magdalen Islands organizations who offer food bank or collective cooking services will either have to reduce their opening hours or temporarily close their doors for several months if additional funding is not authorized in the very near future.

These organizations are brought together under the name *Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*, a food security network. New Carlisle's Family Ties is one of these organizations.

In 2006-2007, the eleven groups provided services to 3,747 people, a number that reached 5,407 in 2010-2011.

Last year they were relying on a \$200,000 regional envelope announced in September 2010 by the *Conférence régionale des élus* but so far only \$150,000 has been handed out and there is no indication that the balance of

\$50,000 will arrive soon.

The envelope was non-recurrent but the 11 organizations were hoping that a \$4.3 million three-year poverty-fighting agreement which was reached in November 2011 would come in relief of the 2010 amount. So far, the distribution of the \$4.3 million has been slowed down by the decision to implement new poverty-fighting administrative structures in each of the region's six MRCs.

"Overall, our organizations receive less than 50% of the funding it would take to offer year-round services. Money is what we're lacking. We have knowledgeable people and ideas to offer the services. We have no money to develop our ideas," says Charlotte Pouliot, the regional respondent of the food security network.

Heather MacWhirter, Family Ties' Director General, explained in a February 20 press conference that "due to the lack of adequate funding, each year, Family Ties has to close

down in the summer for a minimum of 12 weeks in order to make it through the rest of the year. That means that five employees get laid off, forced to go on employment insurance, otherwise known as the working poor. This work stoppage is risky because of the possibility that these employees will find full-time work elsewhere, once again a huge setback for our organization, year after year," she said.

Family Ties has existed for close to 17 years. Among the programs and services provided, there are seven collective cooking groups, a small garden and thousands of snacks for children who participate in the organization's activities.

"The snacks that are served to children and young people who take part in our different programs are fundamental and 100% necessary in order for them to grow and do well. We

FOOD BANKS: ▶ Cont'd from page 7

all know that children need food to excel, to fully develop and reach their potential," added Ms. MacWhirter.

Charlotte Pouliot says that overall, \$1,018,000 per year would be needed globally to the budget of the 11 organizations offering food banks and collective cooking services.

Cindy Delarobil, of Paspebiac's *Collectif Aliment-Terre* points out that salaries represent a very small part of the group's budget. "There are 11 wage categories and three sub-categories and we are under the last sub-category," she says.

"We are asking for \$191,000 and we receive \$50,000," she adds. Her group offers services to the citizens living between Port Daniel and St. Siméon.

So far, putting pressure on mayors and MRC prefects has had little effect, says Jacques Roy, who manages Chandler's *Maison de la famille Contre Vents et Marées*. Through the *Conférence régionale des élus*, the mayors have a huge say in the distribution of the \$4.3 million announced last fall

to fight poverty in the region over the next three years. It represents \$1.4 million annually, an significant amount, he says.



Photo: G. Gagné

Heather MacWhirter and Cindy Delarobil explained the effect poor financing has on people who need food security services to make ends meet.

"As soon as you mention the words 'food security' to our those elected, it becomes a taboo subject (...) A sizeable part of the (\$1.4 million) sum is used to pay new personnel who are charged to put up action plans in each MRC," deplores Mr

Charlotte Pouliot is worried that food security might be somewhat forgotten in the new poverty fighting structure. "Will we be there? We need help over the short-term."

▶ Cont'd on page 8

**RESPONSABLE DE LA PRÉSENTE ÉDITION
CONCEPTION ET MISE EN PAGE**

Charlotte Pouliot
Répondante régionale

CUEILLETTE DE DONNÉES

Mélanie Tanguay
Fabienne Montmagny
Sylvie Sarrasin
Heather MacWhirter
Marie-Berthe Bélanger
Rémi Gallant
Jacques Roy
Cindy Delarosbil
Suzanne Lamarre
Susie Sasseville
Carmel Lapierre

CRÉDITS PHOTOS

ORGANISMES MEMBRES DE LA TABLE DE
CONCERTATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE



La sécurité alimentaire est un droit humain fondamental reconnu à l'article 25 de la Déclaration des droits de l'Homme promulguée en 1948 :

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires. »

La sécurité alimentaire est essentielle pour que tous les individus d'une société puissent être en santé et développer leur plein potentiel, peu importe leur origine, leur âge, leur sexe, leur classe sociale, etc.

Viser la sécurité alimentaire, c'est donc :

- améliorer la santé et le bien-être des citoyens;
- progresser vers un mieux-être collectif.

Source : <http://www.vivresansfaim.com>

TABLE DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

50-1^{ère} rue Ouest
Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 2G5
Téléphone : 418 763-7707
Télécopieur : 418 763-7767
tcsagim@hotmail.com
www.tcsagim.org